F CONCLUSION

L'analyse qui a été faite a permis de mettre en évidence une série d'éléments qui influent sur la mesure dans laquelle la politique commerciale peut contribuer efficacement à la croissance et au développement. Les politiques macro-économiques, la gestion de l'infrastructure et des services d'infrastructure, les politiques touchant la structure et le fonctionnement des marchés dans l'économie nationale et la bonne conduite des affaires publiques sur la base d'institutions saines sont présentées comme des éléments essentiels pour déterminer la contribution des politiques commerciales au progrès économique et social. L'étude ne prétend pas définir dans les moindres détails le cadre de politique générale qui se prête le mieux au progrès, mais il ressort clairement de notre analyse de certains sujets que les relations entre les différents domaines de la gestion économique sont étroites et complexes. Il est également clair que la causalité qui est la base de ces relations n'est pas unidirectionnelle – une politique médiocre dans un domaine peut parfois annuler les effets bénéfiques de l'ouverture commerciale et, parfois aussi, une réforme commerciale précipitée ou mal agencée peut avoir des répercutions négatives sur les résultats dans les domaines d'activité correspondants. L'art de la bonne élaboration des politiques exige une compréhension de la mesure dans laquelle les économies sont «interconnectées» et, par conséquent, de l'importance d'un agencement cohérent des diverses politiques. Dans cette étude, nous avons également cherché à savoir jusqu'à quel point la coopération internationale est nécessaire à la cohérence. Prise ici dans son sens large, la cohérence a deux dimensions importantes, puisque l'objectif et le contenu de politiques qui se soutiennent mutuellement influent de manière décisive sur le résultat, de même que la mise en œuvre effective de ces politiques. Sur un plan comme sur l'autre, la capacité des différentes autorités de collaborer efficacement jouera un rôle fondamental.